

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 09 mai 2024

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

7,16 %

Il s'agit de l'inflation en g.a.
pour la Colombie en avril
2024.

Le taux d'inflation en Colombie a atteint 7,16 % en glissement par année (g.a.) au cours du mois d'avril 2024. Cela représente une diminution de 5,66 pt% par rapport aux données d'avril 2023, lorsque l'inflation était de 12,82 % g.a. Ce chiffre marque une évolution à la baisse du taux sur 13 mois consécutifs. Ces résultats restent toutefois supérieurs à la cible de 3 % $\pm$ 1 pt.

La variation mensuelle d'avril, qui s'établit à 0,59 % par rapport à mars, s'explique par l'augmentation du prix des aliments et boissons non alcoolisées (1,16 %) ainsi que par la hausse du prix des logements, de l'eau, de l'électricité, du gaz et d'autres combustibles (0,93 %) contribuant à hauteur de 0,51 pt% à la variation mensuelle totale ;

Cette tendance s'observe aussi au niveau annuel (g.a) le prix des aliments et boissons non alcoolisées (2,98 %), des logements, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des combustibles (9,34 %) ont contribué à hauteur de 3,41 pt % à la variation annuelle totale de l'inflation. La baisse des prix des véhicules particuliers (-4,41 %) a également participé à la baisse du taux.

Bolivie

Les recettes fiscales augmentent de 12,5% au premier trimestre.

Selon le Président de la Bolivie, Luis Arce, les recettes fiscales du marché intérieur entre janvier et avril 2024 ont augmenté de 12,5 % par rapport à la même période en 2023, atteignant 13 Mds BOB (1,88 Mds USD). Le président attribue cette croissance à la relance économique, il indique que cette réussite a été obtenue malgré les «tentatives de sabotage» de certains groupes politiques opposés au gouvernement. Selon les données du Service des Impôts Nationaux (SIN), en 2023, la collecte d'impôt a atteint 32,4 Mds BOB (4,69 Mds USD) soit une légère augmentation par rapport à 2022.

Selon la BID la Bolivie est le leader régional en inclusion financière et paiements numériques.

La Bolivie se démarque en Amérique latine grâce à ses progrès remarquables en matière d'inclusion financière et de modernisation des systèmes de paiement. Selon le rapport de la Banque interaméricaine de développement (BID) intitulé «écosystèmes de paiement numérique en Amérique Latine et dans les Caraïbes». Selon ce rapport, le pays excelle particulièrement dans l'élaboration de politiques publiques et dans le développement d'infrastructures dédiées aux paiements numériques. L'introduction des paiements avec code QR a favorisé une augmentation significative de l'utilisation des services financiers numériques. La Bolivie affiche le plus haut taux d'utilisation d'espèces dans la région.

Colombie

Au cours du premier trimestre 2024, le tourisme a augmenté de 7,6 % en Colombie.

Le bureau d'études économiques du ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme a indiqué que le pays enregistrait un total de 1,6 M de visiteurs au cours du premier trimestre 2024. En mars 2024, 510 000 personnes entraient sur le territoire, le chiffre mensuel le plus élevé depuis 2015. Parmi les lieux les plus visités, on retrouvait Bogota

(36,7 %), et les régions d'Antioquia (23,8 %) et Bolívar (21,0%). Ces deux dernières ayant connues la plus forte croissance annuelle de visiteurs (25,9 % et 23,9 % respectivement). Le nombre de personnes arrivées par voies aériennes a augmenté de 15,7 % au cours du premier trimestre de 2024. De plus, une hausse des vols nationaux (6 %) et internationaux (21,1 %) est observée.

Les exportations Colombiennes ont baissé de 14,2 % en mars 2024 selon le Département Administratif National de Statistique (DANE).

Le DANE indique que cette baisse serait principalement causée par une baisse des ventes externes de combustible et de produits issus de l'industrie extractive. Ceux-ci représentaient la moitié de la valeur totale des exportations devant les produits manufacturés (20 %) et agroalimentaires (24,1%). En mars 2024, 14,7 M de barils de pétrole brut ont été exportés. Ce montant reste stable par rapport à mars 2023 (+0,04 %), hausse entraînée notamment par les exportations en direction des Etats-Unis (29,5 %).

L'ANIF (Association Nationale des Institutions Financières) estime un déficit budgétaire de 1 Md à 2 Md USD pour 2024.

Selon l'ANIF, ce déficit serait causé par des difficultés en termes de recouvrement des impôts pour le premier trimestre de 2024. Le montant collecté était de 17 Md USD soit -3 % sur la même période en 2023. Le recouvrement des impôts en 2024 était prévu à la hauteur de 74 Md USD selon le Plan Financier de 2024. Néanmoins l'ANIF estime que la collecte se situerait en dessous de ce montant (entre 1 % et 2,2 % inférieur). En outre, le gouvernement doit prendre des mesures d'urgences pour éviter de faire face à un déséquilibre budgétaire en 2024. Une modification de la règle budgétaire pourrait envoyer des signaux négatifs aux investisseurs. De surcroît, l'ANIF recommande un à l'Etat d'emprunter en devises étrangères sans pour autant augmenter ses dépenses publiques. Ceci permettrait de couvrir le déficit budgétaire, tout en préservant la règle budgétaire.

Le ministre des finances a indiqué que sans ajustement du prix du diesel, le déficit du fond de stabilisation des prix des carburants (FEPC) pourrait atteindre 3 Md USD en 2024.

Le ministre des finances a signalé qu'une augmentation du prix du diesel, via la réduction des subventions au carburant réduirait le déficit budgétaire du gouvernement. Le ministre des finances signale qu'une augmentation soudaine du prix du diesel augmenterait l'inflation de 1,4 pt%, via le secteur des transports. Dans un tel scénario le gouvernement prévoit de garder les subventions destinées au transport de passagers et aux denrées alimentaires pour mitiger l'impact inflationniste sur le pouvoir d'achat des colombiens. En outre, pour limiter ces effets, le ministre des finances a proposé de mener un ajustement graduel du prix du diesel. Le gouvernement étudie la possibilité de continuer les augmentations du prix de l'essence, tout en prenant en compte l'évolution du prix du pétrole qui actuellement se situe à 93 USD le baril. En effet les précédents calculs du prix de l'essence considéraient un prix du pétrole moyen de 79 USD.

En Colombie, 19 % des investissements budgétaires prévus n'ont pas été réalisés.

En outre, 4,8 Md USD n'ont pas encore été utilisés. Les experts de l'ANIF mettent en garde du fait que ce manque d'investissement puisse entraver la croissance économique attendue cette année (1,3 %). De plus, l'ANIF signale la nécessité d'une action gouvernementale plus rapide afin de stimuler la relance économique à travers l'investissement.

Equateur

Les revenus pétroliers restent à la baisse en 2024.

Les revenus pétroliers se sont établis à 205 MUSD entre janvier et avril 2024, en baisse de 60% par rapport à la même période de l'année 2023 lorsqu'ils avaient atteint 520 MUSD. Ceci pourrait s'expliquer par les niveaux de production (58,3 millions de barils sur les 4 premiers mois de l'année 2024) qui restent

inférieurs aux niveaux des années précédentes. Par ailleurs, suite à la Consultation populaire d'août 2023, qui a donné un délai d'un an au gouvernement pour la fermeture du champ ITT, la projection indique que cette fermeture accentuera la tendance à la baisse de la production. Entre janvier et avril, le prix du pétrole équatorien a été coté à la hausse par rapport aux prévisions du gouvernement dans la loi des finances, avec un prix de 69,4 USD par baril, 4,05 % au-dessus des prévisions (66,7 USD/baril).

Le Président Noboa a promulgué un décret permettant d'envisager l'élimination des subventions aux combustibles.

En Equateur les subventions aux combustibles représentent environ 3,1 Mds USD par an. Le Président Noboa a signé un décret ordonnant la création d'un comité « d'optimisation énergétique ». L'objectif de ce comité serait de présenter une feuille de route pour la mise en place d'un schéma de stabilisation des prix des combustibles. Ce qui permettra une baisse progressive des subventions aux combustibles (hors diesel), tout en essayant de protéger la population des fluctuations des prix internationaux des combustibles.

Guyana

Début mai 2024, le Guyana a approuvé une offre d'un consortium d'entreprises incluant TotalEnergies pour l'exploitation d'un bloc de pétrole offshore (shallow water block S-4).

En septembre 2023, le gouvernement lançait une vente aux enchères concernant les blocs pétroliers découverts sur son territoire. Les entreprises TotalEnergies, QatarEnergy, Petronas ont vu leur offre acceptée, ce qui implique l'approbation de ces activités d'exploration. A ce stade, le consortium et le gouvernement Guyanais négocient les termes d'un accord de partage de production (PSA) pour le block *shallow water S-4*.

Pérou

L'OCDE prévoit une amélioration de l'économie péruvienne.

Selon le dernier rapport sur les perspectives économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance du PIB se redressera en 2024, avec une augmentation de 2,3%, et se renforcera en 2025, avec une augmentation de 2,8%. Toutefois, le rapport prévoit la persistance des risques intérieurs importants dus à l'incertitude politique. L'étude précise également que la reprise de l'économie péruvienne ira de pair avec une inflation en baisse, convergeant vers l'objectif de 2 % d'ici la fin de 2024, et une amélioration de la situation financière. L'investissement public sera stimulé par la mise en œuvre accélérée de projets d'infrastructure et la reprise progressive de l'emploi, en phase avec l'activité économique, soutiendra également la consommation privée. D'autre part, il a indiqué que les exportations devraient bénéficier d'une meilleure performance dans l'agriculture, la pêche et le tourisme, ainsi que des investissements miniers, ce qui augmentera le dynamisme économique.

Le projet de lithium Falchani, réalisé par la compagnie Macusani Yellowcake progresse : l'exploitation est prévue pour 2027.

Ulises Solis, directeur général de la société, a indiqué que la présentation de l'étude environnemental qui permettra l'exploitation du projet Falchani se fera à l'été 2025. L'exploitation devrait commencer au second semestre 2027, avec un investissement total de 847 M USD. De plus, la construction d'une raffinerie de lithium est prévue ce qui permettra au Pérou de disposer de sa propre exploitation en 2028. Cela permettra au pays de profiter de manière optimale de ses dotations naturelles en lithium : 5,1 millions de tonnes. Positionnant ainsi le Pérou à la quatrième place du monde en termes de réserves lui permet de concurrencer l'Argentine, le Chili, la Bolivie et l'Australie.

Venezuela

L'Assemblée nationale (AN) a approuvé le 7 mai, en deuxième discussion, le projet de loi pour la protection des pensions.

Le projet de loi intitulé "Loi pour la protection des pensions de la sécurité sociale face au blocus impérialiste" a été présenté par la vice-présidente Delcy Rodríguez le 2 mai. Le gouvernement indique qu'à ce stade le 99 % des ressources de pensions sont apportés par l'Etat. Cette loi prévoit donc une contribution fiscale spéciale de la part du secteur privé, qui pourrait atteindre jusqu'à 15 % du total des paiements effectués aux travailleurs, en plus des dépenses parafiscales. Cette nouvelle dépense serait considérée comme un poste de dépenses pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Ce pourcentage peut être modifié annuellement par le Président du Venezuela, en fonction du type ou de la classe d'activité économique de l'entreprise. Cette nouvelle taxe sera applicable aux entreprises exerçant des activités économiques sur le territoire national.

L'inflation d'avril s'accélère mais reste à deux chiffres en glissement annuel.

Selon la Banque Centrale du Venezuela (BCV), l'inflation s'est accélérée passant de 1,2 % en mars à 2 % en avril. Sur quatre mois, le taux a atteint un cumulé de 6,3 %. L'inflation annualisée s'élève à 64,91 %. Les changements de prix les plus importants enregistrés en avril concernent les transports (6,8 %) et les services d'éducation (2,7 %). En parallèle l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF) a révélé ses calculs pour l'inflation du mois d'avril qui s'élevait à 2,9 % (- 3,9 % par rapport à mars), avec un taux cumulé de 10,9% et une inflation annualisée de 87%. Pour l'OVF les secteurs ayant contribué le plus à l'augmentation du taux en avril étaient : l'alimentation (5%), la santé (5,3%) et l'éducation (5,2%). Entre avril 2023 et avril 2024, le taux de change a augmenté de 47 %, tandis que le taux d'inflation a augmenté de 87 %.

Les Etats-Unis autorisent Maurel & Prom (M&P) à poursuivre leurs activités au Venezuela.

Le PDG du groupe Maurel & Prom, Olivier de Langavant, a déclaré le lundi 6 mai que les Etats-Unis, par le biais de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor, ont accordé une « licence spécifique » à la compagnie pétrolière française. Cette licence permettrait à l'entreprise de poursuivre ses activités au Venezuela malgré

les sanctions imposées par Washington. Cette licence, demandée par M&P depuis septembre 2023, expirera le 31 mai 2026. Cette licence permet aussi aux entités et banques américaines de collaborer avec M&P dans le cadre de leurs opérations au Venezuela. Pour mémoire, la compagnie pétrolière française détient une participation de 40 % dans Petroregional del Lago (PRDL), qui exploite le champ Urdaneta Oeste.

Reliance Industries redemande aux États-Unis l'autorisation d'importer du pétrole brut en provenance du Venezuela.

Après l'assouplissement des sanctions en octobre 2023, Reliance Industries, raffineur indien, a affrété au moins un superpétrolier pour acheter du brut à la compagnie pétrolière publique PDVSA. La compagnie Indienne a ainsi reçu des cargaisons de pétrole vénézuélien. Suite à l'émission de la LG44a le 17 avril 2024, Reliance a demandé une autorisation d'importation de brut vénézuélien, qui lui avait été refusée. Avant que les sanctions pétrolières américaines ne soient imposées pour la première fois au Venezuela, Reliance était le deuxième acheteur individuel de brut vénézuélien après la société chinoise CNPC.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.
jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr